

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 72

[2011/206574]

**22 DECEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale**

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 192, 206, 207, 208, 209, 211, 214, 216 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatifs aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2010;

Vu l'avis de la Commission wallonne de l'Action sociale et de la Santé, donné le 3 mars 2011;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 11 avril 2011;

Vu l'avis 50.454/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 novembre 2011 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.**Art. 2.** A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, les trois derniers alinéas sont supprimés.**Art. 3.** A l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, l'alinéa premier devient le paragraphe premier et les deuxième et troisième alinéas sont supprimés.

Les paragraphes suivants sont insérés à la suite, rédigés comme suit :

« § 2. Les subventions octroyées sur la base du présent article peuvent être affectées au paiement :

1<sup>o</sup> des dépenses de personnel, à l'exclusion des dépenses de personnel subventionnées en vertu de l'article 207 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé. Le bénéfice des subventions octroyées sur la base du présent article, pour des dépenses de personnel, ne requiert aucune exigence de qualification de la part de ce personnel. Toutefois, les échelles barémiques et les règles en matière d'ancienneté sont identiques à celles applicables au personnel subventionné telles que précisées à l'article 21 du présent arrêté;2<sup>o</sup> des dépenses relatives aux prestations effectuées par les professionnels indépendants, à l'exclusion des dépenses relatives aux prestations effectuées par les professionnels indépendants subventionnées en vertu de l'article 208 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;3<sup>o</sup> les frais de déplacement et de parking en Belgique, à concurrence des montants accordés aux membres du personnel des Services du Gouvernement, pour autant que l'objet du déplacement soit clairement précisé et qu'ils fassent l'objet d'une feuille de route à l'exclusion des déplacements entre le domicile du personnel et le lieu de travail;4<sup>o</sup> les frais inhérents aux connexions et aux consommations téléphoniques et Internet;5<sup>o</sup> les frais de bureau dont notamment les produits d'entretien, les timbres, la documentation, les fournitures de bureau, le papier;6<sup>o</sup> les frais de buanderie, d'élimination des déchets, de secrétariat social, de gestion comptable;7<sup>o</sup> les frais de cotisation à une fédération de centres agréés ainsi qu'à tout autre organisme en lien avec les missions des centres de planning et de consultation familiale et conjugale;8<sup>o</sup> l'achat de matériel pour un montant maximum de 500 euros et pour autant que son usage soit lié à l'exercice des missions;9<sup>o</sup> les charges afférentes :

- à l'occupation d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble, en ce compris les charges afférentes à l'occupation du bien (électricité, chauffage, eau, gaz), pour autant qu'elles résultent d'un contrat de bail en bonne et due forme pour les centres locataires;

- à l'amortissement ou aux travaux d'aménagement relatifs au bien immobilier acquis ou construit par un centre agréé tels que visés à l'article 206 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé. Si le bâtiment sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, il convient de répartir les charges soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci;

10<sup>o</sup> les frais d'inscription à des colloques ou à des formations, les frais de déplacement et de séjour accordés sur la même base que ceux octroyés aux membres du personnel des Services du Gouvernement;11<sup>o</sup> lorsque le coût de l'inscription au colloque ou à la formation dépasse la somme de cinq cents euros indexée le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, par référence à l'indice-santé du 1<sup>er</sup> janvier 2010, ou lorsque le colloque ou la formation se déroule à l'étranger, l'accord préalable des Services du Gouvernement doit être sollicité, accompagné du programme et d'un budget spécifique pour être pris en considération;12<sup>o</sup> les taxes diverses et les assurances ne concernant pas le personnel;13<sup>o</sup> les frais liés à l'information sur les activités du centre et à la diffusion de celle-ci;14<sup>o</sup> les frais de formation et de supervision;15<sup>o</sup> les frais de cafétéria pour un maximum annuel de :- cent vingt-cinq euros pour les centres de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie;

- deux cent cinquante euros pour les autres centres;

16<sup>o</sup> l'entretien courant des locaux et les petites réparations.

§ 3. L'amortissement de biens de type patrimonial qui ont une durée d'utilisation estimable de plus d'un an est admis au bénéfice des subventions en qualité de dépense de fonctionnement et calculé selon les règles suivantes :

- 1° dix ans pour le mobilier;
- 2° trois ans pour le matériel informatique;
- 3° cinq ans pour les autres équipements de bureau;
- 4° trois ans pour les logiciels informatiques.

Le plan d'amortissement ne sera pris en compte que s'il apparaît dans la comptabilité. A défaut, l'acquisition de matériel est exclue de la subvention.

§ 4. Ne sont en aucun cas pris en compte à charge des frais de fonctionnement :

- 1° les frais de taxi;
- 2° les frais de restaurant, de traiteur ou d'hôtellerie;
- 3° les dépenses effectuées sous forme de forfait sans détail des prestations;
- 3° l'achat de véhicules;
- 4° les frais de représentation;
- 5° le matériel médical, les consommables et toute autre dépense à charge de l'INAMI;
- 6° le défraiement éventuel des volontaires;
- 7° les intérêts bancaires. »

A l'alinéa quatre de ce même article, le mot « précités » est remplacé par les mots « visés au § 1<sup>er</sup> ».

L'alinéa quatre de ce même article devient le paragraphe cinq.

**Art. 4.** Un paragraphe 7 est introduit à la suite du paragraphe 6 de l'article 21, rédigé comme suit :

« § 7. Sont admises à charge des subventions, dans les limites des obligations faites aux employeurs, les dépenses suivantes relatives au personnel visé au présent article :

- 1° la prime de fin d'année et le pécule de vacances, plafonnés selon les règles applicables aux membres du personnel des Services du Gouvernement;
- 2° l'indemnité de préavis lorsqu'il est presté;
- 3° les charges sociales patronales;
- 4° les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail pour autant que le travailleur utilise les transports en commun selon les règles applicables aux membres du personnel des Services du Gouvernement;
- 5° le montant global des assurances accident de travail, responsabilité civile (RC prof + RC exploi - RC entreprises);
- 6° les dépenses liées aux obligations prévues dans la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, facturées par le service interne ou externe pour la protection et la prévention du travail;
- 7° le pécule dû à un travailleur en cas de réduction du temps de travail, à l'exception des indemnités en cas de rupture de contrat ».

**Art. 5.** Un 5<sup>e</sup> alinéa rédigé comme suit est introduit à l'article 22 :

« Pour être pris en considération dans le cadre des dépenses admissibles à charge des subventions, tout contrat d'entreprise visé à l'article 22 du présent arrêté conclu entre le pouvoir organisateur et un prestataire indépendant, comprend au minimum les dispositions suivantes :

- 1° l'identification des parties;
- 2° l'objet, la durée et la fréquence de la prestation;
- 3° le lieu de la prestation;
- 4° les obligations liées à l'utilisation des services généraux et des locaux;
- 5° le principe du respect du décret et des dispositions prises en exécution de celui-ci;
- 6° les modalités de participation à la concertation pluridisciplinaire;
- 7° la durée de la convention;
- 8° les conditions de résiliation de la convention;
- 9° les instances compétentes en cas de litige. »

**Art. 6.** Les deux derniers alinéas de l'article 22<sup>bis</sup> introduit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2008 sont supprimés et remplacés par les alinéas suivants :

« Si, au cours de la vérification des pièces justificatives, il s'avère que des documents sont incomplets ou manquants, les Services du Gouvernement le notifient au centre qui dispose de dix jours pour y remédier.

Passé ce délai, en l'absence de réponse, la vérification du dossier est poursuivie en l'état.

Toutefois, une demande justifiée de prolongation du délai de dix jours peut être introduite.

Lorsque les Services du Gouvernement ont terminé l'examen des pièces justifiant l'utilisation de la subvention, ils en notifient les conclusions au pouvoir organisateur du centre qui dispose d'un délai de quinze jours à dater de l'envoi pour communiquer ses observations.

Après examen de celles-ci, les Services du Gouvernement notifient la décision au centre en indiquant toutes les voies de recours. »

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2011, à l'exception de l'article 5 du présent arrêté qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2011. Les conventions mentionnées à l'article 5 qui sont en vigueur à la date de publication du présent arrêté seront mises en conformité le 1<sup>er</sup> jour du 6<sup>e</sup> mois qui suit.

**Art. 8.** La Ministre qui a l'Aide aux personnes dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 22 décembre 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 72

[2011/206574]

**22 DECEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen**

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 192, 206, 207, 208, 209, 211, 214, 216 van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 2010;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé" (Waalse seniorencommissie van de Waalse Raad voor Sociale Actie en Gezondheid), gegeven op 3 maart 2011;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 11 april 2011;

Gelet op het advies nr. 50.454/4 van de Raad van State, gegeven op 9 november 2011, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen worden de drie laatste leden geschrapt.

**Art. 3.** In artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen wordt het eerste lid paragraaf 1 en worden het tweede en het derde lid geschrapt.

De volgende paragrafen worden toegevoegd :

« § 2. De op basis van dit artikel toegekende toelagen kunnen dienen voor de betaling van :

1<sup>o</sup> personeelsuitgaven, met uitsluiting van de personeelsuitgaven gesubsidieerd krachtens artikel 207 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. Om in aanmerking te komen voor de op basis van dit artikel toegekende toelagen voor personeelsuitgaven worden geen kwalificatievereisten aan het personeel opgelegd. Desalniettemin gelden dezelfde weddeschalen en anciënniteitsregels als voor het gesubsidieerde personeel, zoals ze vastliggen in artikel 21 van dit besluit;

2<sup>o</sup> de uitgaven betreffende de diensten verstrekt door zelfstandige beroepsmensen, met uitsluiting van de uitgaven betreffende de door zelfstandige beroepsmensen verstrekte diensten gesubsidieerd krachtens artikel 208 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

3<sup>o</sup> de reis- en parkeerkosten in België, ten belope van de bedragen toegekend aan de personeelsleden van de Regeringsdiensten, voor zover het voorwerp van de verplaatsing duidelijk aangegeven wordt en voor zover een reisblad is opgesteld, met uitsluiting van de verplaatsingen tussen de woonplaats en de werkplaats van het personeel;

4<sup>o</sup> de kosten voor internet- en telefoonaansluitingen en -verkeer;

5<sup>o</sup> de kantoorkosten, o.a. voor onderhoudsproducten, zegels, documentatie, kantoorbenodigdheden, papier;

6<sup>o</sup> wasserijkosten, kosten voor de verwijdering van afval, voor sociaal secretariaat, voor boekhoudkundig beheer;

7<sup>o</sup> de kosten m.b.t. de bijdrage aan een federatie van erkende centra, alsook aan elke andere instelling i.v.m. de opdrachten van de centra voor levens- en gezinsvragen;

8<sup>o</sup> de aankoop van materieel voor een maximumbedrag van 500 euro, voor zover het gebruik ervan in verband staat met de uitoefening van de opdrachten;

9<sup>o</sup> de lasten i.v.m. :

- het bewonen van een gebouw of een gebouwgedeelte, met inbegrip van de lasten i.v.m. het gebruik van het goed (stroom, verwarming, water, gas), voor zover ze voor de huurcentra voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm;

- de afschrijving of de inrichtingswerken betreffende het onroerende goed aangekocht of gebouwd door een erkend centrum, zoals bedoeld in artikel 206 van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid. Als het gebouw voor andere activiteiten dient dan die welke door de toelage gefinancierd worden, moeten de lasten verdeeld worden ofwel naar gelang van de gebruiksduur voor de gefinancierde activiteit, of naar gelang van de voor die activiteit vereiste oppervlakte;

10<sup>o</sup> de kosten voor de inschrijving voor colloquia of vormingen, de reis- en verblijfkosten toegestaan op dezelfde basis als die toegestaan aan de personeelsleden van de Regeringsdiensten;

11<sup>o</sup> wanneer de inschrijvingskosten voor een colloquium of een vorming hoger zijn dan de som van vijfhonderd euro, jaarlijks geïndexeerd op 1 januari met verwijzing naar de gezondheidsindex van 1 januari 2010, of wanneer het colloquium of de vorming in het buitenland plaatsvindt, moet de voorafgaande toestemming van de Regeringsdiensten aangevraagd worden vergezeld gaan van het programma en van een specifieke begroting om in aanmerking te worden genomen;

12<sup>o</sup> de diverse taksen en de verzekeringen die niet betrekking hebben op het personeel;

13<sup>o</sup> de kosten i.v.m. informatie over de activiteiten van het centrum en de verstrekking ervan;

14<sup>o</sup> de vormings- en supervisiekosten;

15<sup>o</sup> de cafetariakosten voor een jaarlijks maximumbedrag van :

- honderd vijftientig euro voor de centra van 1e, 2e en 3e categorie;

- tweehonderd vijftig euro voor de overige centra;

16<sup>o</sup> het gewone onderhoud van lokalen en kleine herstellen.

§ 3. De afschrijving van goederen van het patrimoniale type met een schatbare gebruiksduur van meer dan één jaar komt als werkingskosten in aanmerking voor het voordeel van de toelagen en wordt berekend als volgt :

- 1° tien jaar voor het meubilair;
- 2° drie jaar voor het informaticamateriaal;
- 3° vijf jaar voor de overige kantooruitrustingen;
- 4° drie jaar voor software.

Het afschrijvingsplan wordt pas in aanmerking genomen als het in de boekhouding opgenomen is. Zoniet komt de aankoop van materiaal niet in aanmerking voor de toelage.

§ 4. Volgende kosten worden in geen geval als werkingskosten in aanmerking genomen :

- 1° kosten voor taxiritten;
- 2° restaurant-, traiteur- of overnachtingskosten;
- 3° de uitgaven verricht in de vorm van een forfaitair bedrag zonder detail van de prestaties;
- 3° de aankoop van voertuigen;
- 4° de vertegenwoordigingskosten;
- 5° het medische materiaal, voor consumptie geschikte goederen en elke uitgave ten laste van het RIZIV;
- 6° de eventuele terugbetaling van vrijwilligers;
- 7° bankinteressen. »

In het vierde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « voornoemde bedragen » vervangen door de woorden « De bedragen bedoeld in § 1 ».

Het vierde lid van hetzelfde artikel wordt paragraaf vijf.

**Art. 4.** Na paragraaf 6 van artikel 21 wordt een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Binnen de perken van de aan de werkgevers opgelegde verplichtingen worden toelagen verleend ter dekking van volgende uitgaven i.v.m. het personeel bedoeld in dit artikel :

- 1° de eindejaarstoelage en het vakantiegeld, beperkt volgens de regels die toepasselijk zijn op de personeelsleden van de Regeringsdiensten;
- 2° de vooropzegvergoeding wanneer de vooropzeg gepresteerd wordt;
- 3° de sociale werkgeversbijdragen;
- 4° de reiskosten tussen de woonplaats en de werkplaats voor zover de werknemer het openbaar vervoer gebruikt volgens de regels die toepasselijk zijn op de personeelsleden van de Regeringsdiensten;
- 5° het globale bedrag van de arbeidsongevalverzekeringen, burgerlijke aansprakelijkheid (BA prof + BA exploi - BA ondernemingen);
- 6° de uitgaven i.v.m. de verplichtingen bedoeld in de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gefactureerd door de interne of externe dienst voor bescherming en preventie op het werk;
- 7° het geld verschuldigd aan een werknemer in geval van arbeidsduurvermindering, met uitzondering van de vergoedingen in geval van contractbreuk. »

**Art. 5.** Artikel 22 wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« Om in aanmerking te komen voor de uitgaven waarvoor toelagen toegekend kunnen worden, bevat de in artikel 22 van dit besluit bedoelde bedrijfsovereenkomst die tussen de inrichtende macht en een zelfstandige dienstverlener gesloten wordt minstens de volgende gegevens :

- 1° de identificatie van de partijen;
- 2° het doel, de duur en de frequentie van de dienstverlening;
- 3° de plaats waar de dienst verleend wordt;
- 4° de verplichtingen i.v.m. het gebruik van de algemene diensten en van de lokalen;
- 5° het principe van de naleving van het decreet en van de maatregelen die ter uitvoering ervan worden genomen;
- 6° de modaliteiten voor de deelname aan het multidisciplinaire overleg;
- 7° de duur van de overeenkomst;
- 8° de voorwaarden voor de opzegging van de overeenkomst;
- 9° de bevoegde instanties in geval van geschil. »

**Art. 6.** De laatste twee leden van artikel 22*bis*, ingevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2008, worden geschrapt en vervangen als volgt :

« Als na onderzoek van de bewijsstukken blijkt dat documenten onvolledig zijn of ontbreken, wordt het centrum door de Regeringsdiensten ingelicht en beschikt het over tien dagen om orde op zaken te stellen.

Na afloop van die termijn wordt het onderzoek van het dossier bij gebrek aan antwoord als dusdanig voortgezet.

Er kan evenwel een gerechtvaardigde aanvraag tot verlenging van de termijn met tien dagen ingediend worden.

Wanneer de Regeringsdiensten klaar zijn met het onderzoek van de stukken die het gebruik van de toelage rechtvaardigen, delen ze de conclusies mee aan de inrichtende macht van het centrum, die met ingang van de verzenddatum over vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen mee te delen.

Na onderzoek van die opmerkingen betekenen de Regeringsdiensten de beslissing aan de dienst met melding van alle rechtsmiddelen. »

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2011, met uitzondering van artikel 5 ervan, dat in werking treedt op 1 april 2011. De overeenkomsten bedoeld in artikel 5, die van kracht zijn op de datum van bekendmaking van dit besluit, worden in overeenstemming gebracht op de eerste dag van de zesde maand die volgt.

**Art. 8.** De voor Personenhulp bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX